

Catalogne : Francken embarrasse Charles Michel

Alors que les unionistes manifestaient à Barcelone, Theo Francken a été prié de ne pas « jeter de l'huile sur le feu ».

Dimanche, plusieurs centaines de milliers de Catalans et Espagnols défilaient dans les rues de Barcelone pour marquer leur opposition à la déclaration d'indépendance unilatérale, proclamée vendredi. Pendant ce temps, le secrétaire d'Etat belge à la Migration et à

l'Asile Theo Francken (N-VA) soulignait au micro de la VRT le fait que Carles Puigdemont pourrait demander l'asile chez nous. Et qu'une protection de la Belgique « n'est pas irréaliste lorsqu'on regarde la situation actuelle ». « La question peut se poser de savoir s'il (le président

catalan, NDLR.) a encore une chance d'avoir un procès équitable », a-t-il ajouté. La saillie a provoqué l'ire du Parti populaire, du Premier ministre espagnol Mariano Rajoy, mais aussi de Charles Michel.

Le Premier ministre belge a prié son secrétaire d'Etat de ne

« pas jeter de l'huile sur le feu », suivi par plusieurs membres de son gouvernement. Charles Michel avait déjà peiné à rassurer l'exécutif espagnol après avoir critiqué les violences policières du référendum catalan. ■

Theo Francken va un pas plus loin que la ligne du gouvernement Michel

- ▶ A Barcelone, des centaines de milliers de personnes manifestaient contre l'indépendance dimanche.
- ▶ Pendant ce temps, à Bruxelles, le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration s'exprimait sur l'accueil éventuel du leader indépendantiste catalan.
- ▶ Sa sortie va plus loin que la position belge sur la scène européenne.
- ▶ Elle a eu le don d'énerver, de Bruxelles à Madrid.

Charles Puigdemont, le président destitué de Catalogne, pourrait demander asile à la Belgique. C'est ce qu'a déclaré ce week-end Theo Francken (N-VA) à la VRT. Des propos qui, comme souvent avec le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, ont alimenté la polémique et l'actualité. En français, l'intéressé a ensuite opéré une courbe rentrante, expliquant qu'il s'agissait d'une possibilité technique, théorique.

« *Quand on voit la situation, la répression depuis Madrid et les peines de prison risquées, on peut se demander s'il aura un procès équitable. Maintenant cela nous mettrait dans une situation diplomatique délicate avec l'Espagne* », a-t-il ajouté, précisant que si l'asile était accordé au leader catalan, « *il sera difficile de l'extrader vers l'Espagne. Notre droit l'en empêche.* »

1 Theo Francken a-t-il raison ?

D'un point de vue juridique, l'explication du secrétaire d'Etat tient la route. Un ressortissant européen est en droit d'introduire une demande d'asile auprès de la Belgique (lire ci-contre). Les cas sont rares mais ils existent. En attendant, comme tout citoyen européen, le président destitué de la Catalogne est libre de circuler dans l'espace Schengen.

Sur le plan politique, il en va différemment. En effet, la ligne

du gouvernement belge est d'observer une relative neutralité, invitant les parties, le gouvernement espagnol de Mariano Rajoy et l'exécutif catalan destitué, au dialogue. En énonçant une hypothèse aux allures d'invitation, Theo Francken va un pas plus loin.

2 Embarrasse-t-il le gouvernement ?

Sans aucun doute. À commencer par le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), qui va devoir expliquer à ses interlocuteurs européens et, en particulier, espagnols, la position belge. Ce dimanche, ce dernier préférerait ne pas réagir aux propos tenus par Theo Francken. Charles Michel est lui aussi embêté sur la scène européenne par cette sortie. D'ailleurs, le porte-parole du Parti populaire espagnol, dont est issu Mariano Rajoy, a qualifié ces déclarations « *d'inacceptables* », Esteban Gonzalez Pons espérant qu'une « *correction y sera apportée immédiatement* ». Ce qu'a fait Charles Michel. Le Premier ministre a demandé à son secrétaire d'Etat de ne pas « *jeter de l'huile sur le feu* ». A priori, cela a suffi à calmer les esprits à Madrid.

Au sein de la majorité « *suédoise* », Alexander De Croo (Open VLD) a également condamné la sortie médiatique de son partenaire nationaliste. « *Ce n'est pas intelligent de lan-*

cer des déclarations de ce genre, a-t-il estimé. De tels propos n'aident pas et ne constituent pas la position du gouvernement. Il est important de calmer les esprits plutôt que de les exciter. » Au sein du CD&V, Koen Geens, ministre de la Justice, a demandé que la sortie de Theo Francken soit abordée en Conseil des ministres restreint.

De son côté, Catherine Fonck, cheffe du groupe CDH à la Chambre, a invité Charles Michel à clarifier la position du gouvernement belge sur la crise

en Catalogne. « *Comment peut-on dire vouloir construire l'Europe si on se met à proposer l'asile politique à un politique européen qui n'a respecté ni la Constitution ni les décisions de justice de son pays ?* », interroge le CDH.

Ce qui aggrave encore la situation belge, c'est que depuis l'entame de la crise en Espagne, Theo Francken ne se prive pas, sur Twitter, d'afficher ses sympathies pour le nationalisme catalan (lire ci-dessous). On est loin de cette neutralité si souvent exigée des serveurs de l'Etat.

3 La position belge est-elle dictée par la N-VA ?

La marge de manœuvre du Premier ministre est étroite, c'est indéniable. Son gouvernement, sa majorité, sont dépendantes du bloc nationaliste flamand. Il

ne peut donc adopter une ligne politique qui irait à l'encontre de celle de la N-VA. Sous peine de provoquer une crise politique au sein de sa coalition « *suédoise* ». Néanmoins, cette explication ne peut suffire, puisqu'une position identique a été adoptée par le gouvernement de... Suède.

Et de fait, la ligne belge n'est en rien inhabituelle ou surprenante de la part d'un pays qui a, jusqu'ici, réglé ses problèmes communautaires centripètes par le dialogue. Après la diffusion des images d'électeurs catalans matraqués pour avoir voulu se rendre aux urnes, il était difficile pour le Premier ministre de s'en tenir à un soutien inconditionnel à Madrid, comme l'ont fait d'autres capitales européennes. Sous peine, on le répète, de froisser son partenaire nationaliste. Mais aussi de se distancier du discours médiatique belge et d'une partie de l'opinion publique. En invitant au dialogue les gouvernements espagnol et catalan, le Premier ministre avait opté pour une neutralité teintée d'empathie, fut-elle calculée et dictée par des motifs de politique intérieure.

Une ligne cohérente, donc. A condition que son secrétaire d'Etat en termine avec ses propos incendiaires, sur ce terrain où les esprits semblent aussi raides que du bois sec. ■

PASCAL LORENT

ASILE

Peu de demandes, toujours refusées

Un ressortissant européen peut introduire une demande d'asile auprès de la Belgique. Les cas existent, même s'ils constituent une minorité de dossiers.

« *En 2016, 49 personnes ont introduit un dossier sur plus de 18.000 demandes traitées,* explique Damien Dermeaux,

porte-parole du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). *Il s'agissait en majorité de personnes issues des minorités ethniques roms, en provenance de Slovaquie (8 cas), de Bulgarie (6) et de Roumanie (6).* » La même tendance se dégage pour les neuf premiers mois de 2017 : « *Nous en sommes à 22 demandes, dont 5 de citoyens de Roumanie et 4 de Pologne.* »

Ces dossiers arrivent à l'Of-

fice des étrangers qui les transmet au Cegera dans le cadre d'une procédure accélérée : le Commissariat dispose de cinq jours pour prendre une décision sur base d'un examen individuel. Un délai assez court « *car il y a la présomption réfragable que ces citoyens n'ont pas besoin de protection* ». D'ailleurs, « *sur les cinq dernières années, le Cegera n'a accédé à aucune des demandes d'asile émanant d'un*

ressortissant européen ». « *Adhérer à l'Union européenne implique de respecter certains principes démocratiques comme celui de l'Etat de droit ou de l'indépendance de la Justice* », justifie-t-il. A l'inverse, les demandes émanant de demandeurs d'asile non européens obtiennent une réponse favorable dans près de six cas sur dix, souligne Damien Dermeaux.

P.L.T

COMMUNICATION

Lors du référendum sur l'indépendance, tenu le 1^{er} octobre dernier en Catalogne et qualifié d'« *illégal* » par Madrid, Theo Francken avait régulièrement « *tweeté* » tout au long de la journée. Il s'était notamment félicité de la réaction rapide du Premier ministre Charles Michel, condamnant l'intervention brutale de la « *Guardia civil* » contre les électeurs.



Theo Francken



1^{er} octobre 00 h 10

Pendant des siècles, j'ai célébré La Diada, la fête catalane, à Barcelone. Quel peuple beau et chaleureux. Quelle nation !

8 h 05

Fier d'être membre de ce gouvernement.
Fier d'avoir Charles Michel comme Premier ministre.
Nous ne détournons pas les yeux !

10 h 35

Il y a beaucoup de nationalistes flamands en Catalogne actuellement. Restez forts !

manif « La majorité silencieuse » refuse de se taire

der le cap jusqu'au 21 décembre prochain, date à laquelle Madrid a convoqué des élections. « *Nous irons voter en masse pour reprendre notre futur en main et écrire une nouvelle page pour la Catalogne* », a déclaré l'ex-cheffe de l'opposition au Parlement catalan avant de partir manifester. Ciudadanos n'était pas le seul parti à répondre à l'appel de l'association Société civile catalane : le Parti socialiste catalan et le Parti populaire (PP) de Rajoy étaient eux aussi représentés. Comme un parfum de pré-campagne électorale.

Les manifestants ne sont visiblement pas rebutés : « *C'est important que les partis soient là aujourd'hui. Même si je ne donnerais jamais ma voix au PP, je trouve ça normal qu'ils montrent qu'eux aussi sont à nos côtés* », explique Victoria entre deux « *Viva España* ». La jeune femme a fait le déplacement depuis Madrid avec sa famille.

Acclamé, enlacé, l'ancien président du Parlement européen Josep Borrell a fendu la foule pour rejoindre la tribune. Le socialiste a appelé les manifestants à se rendre aux urnes : « *Notre dignité, c'est de pouvoir voter comme bon nous semble. Monsieur Junqueras, vous êtes un totalitaire absolu* ». Une réponse acide au communiqué du vice-président de Carles Puigdemont dans lequel, plus tôt dans la journée, il avait assuré que Puigdemont « *est et restera le président* » de la Catalogne et affirmé que lui-même ne reconnaît pas les décisions de Madrid,

qui a mis la région sous tutelle. La seule intervention du camp indépendantiste, resté bien silencieux face à la mobilisation.

« *Votarem, votarem* », répond la foule à Josep Borrell. Il y a un mois, ce sont les indépendantistes qui scandaient ce « *Nous voterons* », à la veille du référendum. Difficile d'en croiser un ce dimanche sur le Paseig de Gracia inondé de drapeaux espagnols et catalans.

« Notre dignité, c'est de pouvoir voter comme bon nous semble »

JOSEP BORRELL,
ANCIEN PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN

Les rues du Barri Gòtic ont retrouvé leur calme deux jours après la déclaration unilatérale d'indépendance de Puigdemont. Les drapeaux indépendantistes flottent encore aux fenêtres mais les pro-indépendance se font discrets. Comme si ce dimanche, ce n'était pas leur tour. Agustín observe les manifestants prudemment converger vers la place Sant Jaume qui abrite le Palais de la Généralité. Vendredi, c'est lui qui défilait joyeusement dans les rues, aux côtés de dizaines de milliers d'autres. « *Je pense que Rajoy a dû affréter 500 bus depuis Madrid, c'est tout simplement impossible que Barcelone abrite autant de Catalans contre l'indépendance* ». L'affluence l'inquiète un peu : « *J'ai confiance en Puigdemont mais c'est vrai que c'est impressionnant de voir autant de monde aujourd'hui. En tout cas, ça prouve, s'il fallait encore le prou-*

ver, que la Catalogne est vraiment divisée. » Le mutisme de Puigdemont le laisse un peu plus perplexé qu'il veut bien l'admettre : « *C'est vrai que j'aimerais bien l'entendre après les événements de la journée, ça serait rassurant de savoir qu'il ne compte pas plier.* »

« *Puigdemont, en prison !* », crie un jeune homme en passant devant Agustín. Sur la place Sant Jaume, les esprits s'échauffent. Un groupe de manifestants s'est posté devant des Mossos d'Esquadra qui surveillent le périmètre : « *Vous n'êtes pas nos policiers* », hurle la petite foule d'une voix. Les Mossos restent stoïques. On est loin des hélicoptères de la police nationale acclamés à chacun de leur passage au-dessus du Paseig de Gracia. « *Cela me laisse indifférent, soupire un membre des Mossos. Nous sommes là pour les protéger, ils sont là pour manifester, chacun fait son boulot.* »

Aujourd'hui, tous les regards seront rivés sur les fonctionnaires de la région, Mossos compris. Ils reprendront du service sous les ordres de Madrid - lire ci-contre. Puigdemont qui a assuré samedi ne pas reconnaître la tutelle madrilène, devrait logiquement désobéir. « *Nous allons devoir prendre des décisions difficiles à comprendre pour certains* », a prévenu le vice-Premier Junqueras. Agustín se prépare déjà : « *Ce qui est certain, c'est qu'on est partis pour de longues semaines d'incertitude.* » ■

MARINE BUISSON

politique Madrid peaufine la mise sous tutelle de la région

MADRID

DE NOTRE CORRESPONDANT

Après une semaine d'une rare intensité, la pression est quelque peu retombée en Espagne, en particulier à Madrid.

Exemple de ce retour au calme, la déclaration samedi à la mi-journée de Carles Puigdemont, dans laquelle le désormais ex-président du gouvernement régional appelait les Catalans à une « *opposition démocratique* » contre la prise de contrôle des institutions régionales par Madrid, n'a pas entraîné de réaction officielle. Selon l'agence espagnole EFE, les responsables du gouvernement central rappellent que Puigdemont « *a été destitué* » et « *seule la justice* » peut désormais se prononcer sur ses actes. Dès aujourd'hui, une plainte pour un délit de rébellion, passible de peines pouvant aller jusqu'à 25 ans de prison, doit être présentée par le Parquet général espagnol contre l'ancien président catalan.

Reprise des compétences

Cette discrétion de l'exécutif de Rajoy, au moins sur le plan médiatique, ne doit pas faire oublier qu'il a adopté ce week-end les premières mesures pour rendre effective la suspension de l'autonomie catalane dans le cadre de l'article 155 de la Constitution espagnole. La gestion quotidienne des compétences du gouvernement catalan est désormais du ressort des mi-

SONDAGE

Les indépendantistes en baisse

Selon une enquête d'opinion, publiée dimanche par le journal *El Mundo*, les partis indépendantistes catalans perdent du terrain au Parlement régional. En cas de scrutin anticipé, les trois formations séparatistes - le Parti Démocrate de Catalogne, la Gauche Républicaine de Catalogne et la CUP - obtiendraient entre 61 et 65 députés, soit moins que la majorité absolue (68) et que le nombre de représentants qu'ils avaient jusqu'à vendredi dans l'hémicycle (72), avant sa dissolution. Principaux « bénéficiaires » de la crise politique catalane, les socialistes passeraient de 16 députés à entre 20 et 22 parlementaires.

G. BX

nistres : celui de l'Intérieur assume la direction de la police catalane, celui de la Justice le secrétariat général de justice de Catalogne, etc. Tous sont concernés, à l'exception de la ministre de la Défense, une compétence exclusive de l'Etat espagnol.

En première ligne de cette prise de contrôle de Madrid, on retrouve la vice-présidente Soraya Saenz de Santamaria, qui

recupère les compétences du président catalan. Le ministre du Budget Cristobal Montoro aura lui aussi un rôle fondamental, puisqu'il a hérité des compétences catalanes en matière économique et financière.

Grâce à ce maillage, le gouvernement de Rajoy domine toute la structure administrative qui était jusqu'à vendredi aux mains des séparatistes. Un contrôle théorique, la mise en pratique commençant à partir de ce lundi. Avec une incertitude, qui concerne la réaction des fonctionnaires qui étaient aux ordres du gouvernement indépendantiste catalan. Plus de 200.000 employés publics devront respecter les ordres en provenance de Madrid, sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion.

Dimanche, le ministre de l'Intérieur Juan Ignacio Zoido a envoyé un message aux Mossos d'Esquadra, la police catalane, les informant qu'ils avaient « *l'obligation de faire appliquer les décisions* » émanant de son ministère. Samedi, Zoido avait officialisé la destitution de Josep Lluís Traperó, le directeur des Mossos. Traperó, critiqué pour sa complicité avec les dirigeants indépendantistes, a demandé aux agents de la police catalane de « *faire preuve de loyauté* » à l'égard de leur nouvelle direction. Un geste aussitôt salué par Madrid. ■

GUILLAUME BONTOUX

« L'identité catalane s'est construite autour d'un mythe »

ENTRETIEN

Carole Viñals est maîtresse de conférence et chercheuse à l'université de Lille. Spécialiste de l'Espagne post-franquiste, elle estime que la lutte pour l'indépendance de la Catalogne a été à tort assimilée à celle

contre le franquisme. Un « mythe » qui incarne l'identité catalane.

L'identité catalane est-elle aujourd'hui encore compatible à une identité espagnole, européenne également ?

Dimanche lors de la manifestation, on entendait justement des personnes crier qu'elles étaient « à la fois les trois ». Une identité n'est, par définition, pas quelque chose de fermé. Mais l'identité catalane aujourd'hui est à remettre dans un contexte européen global de crispation identitaire. C'est un premier critère qui explique la complexité de la situation actuelle.

Il y en a d'autres plus spécifiques ?

L'identité catalane s'est construite autour de périodes très compliquées. En 1934, une république catalane est autoproclamée. La suite ? Une très forte répression. Lluís Companys, qui incarnait cette république, est fusillé en 1940 dans le château de Montjuïc, qui surplombe Barcelone. Le catalanisme sous le franquisme va incarner la résistance. Dans des chansons très populaires - du type l'Estaca de Lluís Llach -, l'indépendance de la Catalogne et l'indépendance face au franquisme sont systématiquement assimilées. Les deux causes sont liées. Ce mythe, car c'en est bien un, incarne l'identité catalane.

Il est pourtant bâti sur un mensonge : la bourgeoisie barcelonaise était du côté du pouvoir, coopérait avec le franquisme. Il faudrait trouver une manière élégante de le dire, mais c'est bien la réalité.

Les revendications actuelles des indépendantistes s'appuient sur ce mythe ?

Oui. Mais la violence de Puigdemont, la brutalité utilisée pour revendiquer une autonomie élargie, sans consensus réel en plus, incarne aussi une rupture avec la manière dont s'était jusqu'à présent exprimée l'identité catalane.

En 1983, par exemple, est votée, quasi à l'unanimité, une loi de normalisation linguistique qui impliquait, en gros, un terme catalan pour chaque mot espagnol. Une loi très forte pour une langue qui remonte au Moyen-Age, qui a de multiples variantes.

Les Catalans s'y sont toujours très bien pris pour faire passer des réformes et affirmer leur culture. Si le terrorisme catalan a bel et bien existé, il était très résiduel, surtout en comparaison avec l'ETA - l'organisation basque, NDLR. On peut parler de « manière catalane ».

Comment expliquer ce changement ?

Premièrement, le parti au pouvoir est très à droite, très dur. Hérité de la guerre civile, ce n'est pas anodin. Deuxièmement, la monarchie espagnole est affaiblie, souffre de plu-

sieurs scandales. Juan Carlos a toujours eu des discours très consensuels, désireux de parler à tous les Espagnols. A contrario, Felipe a un discours plus partisan et donc plus problématique. Et puis, enfin, la crise économique a frappé très fortement en Espagne, avec des taux de chômage parallèles à ceux de la Grèce ! Tout cela fait que les Catalans qui avaient obtenu des choses exceptionnelles au fil des années, parfois même contestables, se retrouvent aujourd'hui plongés dans une très forte polarisation.

L'identité catalane peut encore se penser sans l'indépendantisme ?

Très souvent quand un nationalisme extrême émerge, la réponse est la naissance d'un nationalisme de droite très centralisateur... Pourtant, il ne faut pas oublier que l'Espagne, comme la Belgique d'ailleurs, ne sera jamais homogène. L'Espagne est multiculturelle. Même le Pays basque s'inquiète désormais d'un retour de manivelle. ■

Propos recueillis par
AMANDINE CLOOT

Le « petit poucet » de Gérone dompte le « grand Real »

Des Catalans ont triomphé de Madrid : le modeste promu Gérone a dominé le grand Real (2-1) dimanche pour la 10^e journée du Championnat d'Espagne de football, une victoire historique et à la résonance très particulière sur fond de crise politique en Catalogne. Deux jours après la déclaration d'indépendance unilatérale de la région, suivie d'une reprise en main par le gouvernement espagnol, impossible de dissocier ce match de la situation politique, alors que le public a scandé des slogans indépendantistes et agité des drapeaux catalans. Le Real, qui avait pourtant ouvert la marque, dispose d'un budget quinze fois supérieur (690 millions d'euros contre 40 millions) à celui de son adversaire. (afp)

LETTRE D'EUROPE

La Tribune de Genève

Chaque semaine, « Le Soir » ainsi que ses partenaires de Lena publient une chronique européenne depuis Paris, Berlin, Madrid, Rome, Genève ou Bruxelles, rédigée par l'un ou l'une des journalistes de ces quotidiens.

Les Catalans se brûlent les ailes

La crise politique en Catalogne mettra encore longtemps à l'épreuve la cohésion de cette communauté autonome et celle de l'Espagne. Mais elle ébranle aussi l'Union européenne, et inquiète même des pays non-membres, comme la Suisse, viscéralement attachée à la stabilité politique du continent. Cette crise est d'autant plus complexe que les Catalans sont pro-européens, mais d'une manière étrange car leurs agissements mettent précisément sous pression l'Europe. Et ni une mise sous tutelle ni la tenue d'élections anticipées ne pourront cicatriser à court terme les blessures rouvertes par le référendum du 1^{er} octobre dernier.

Cherchant le modèle idéal, des Catalans et des Européens se tournent vers la Confédération suisse. Mais, en l'espèce, comparaison n'est pas raison. La Suisse se décrit souvent comme « Willenstaat », un Etat formé par une volonté commune. De 1291 à 1979, date de la création du 23^e canton suisse – celui du Jura – ce pays s'est construit par agglomération de cantons. Et la décentralisation du pays se lit dans les budgets : celui de la Confédération helvétique (environ 68 milliards de francs, soit 58 milliards d'euros) est deux fois moins important que celui des cantons

et des communes (respectivement 75 et 40 milliards d'euros).

La puissance d'un Etat, d'un Land allemand, d'une région française ou italienne, d'une province ou d'une communauté autonome espagnole ou d'un canton suisse réside en particulier dans ses capacités budgétaires.

Mais qui alimente les caisses publiques ? Les citoyens, ou en tout cas ceux qui paient leurs impôts. Et puis les entreprises. Or, les sociétés catalanes les plus puissantes fuient la région. A commencer par leur « Caixa », leur caisse d'épargne, partie à Valence. Ou le Banco de Sabadell, qui s'est curieusement réfugié à Alicante, capitale d'une région surtout connue pour accueillir des retraités du nord de l'Europe. Les Catalans, médusés, assistent depuis trois semaines à une véritable hémorragie d'entreprises quittant Barcelone pour se réinstaller aux quatre coins de l'Espagne, et en particulier à Madrid. Au dernier décompte, elles seraient 1.500. Mais nul ne se hasarde encore à évaluer les pertes fiscales liées à ces départs.

Et puis, vont-elles revenir ?

En plein désarroi, on cherche des précédents. On fouille l'Histoire. On tombe sur le Québec. On se lance dans des comparaisons hasardeuses.

Il y a quarante ans, de grosses entre-

prises ont effectivement quitté Montréal, craignant la naissance d'un Etat du Québec. Elles ont émigré vers Toronto, aujourd'hui capitale économique du Canada. La plupart ne sont pas revenues.

Cette débandade a au moins trois effets dévastateurs. Le premier, c'est naturellement leur départ. Le second est moins perceptible dans l'immédiat, mais il est tout aussi dangereux : ces fuites sont susceptibles d'entraîner dans leur sillage des entreprises de taille moyenne, moins connues à l'international, mais intimement liées au tissu économique catalan. Entre le marché local de 7,5 millions d'âmes et celui de l'Union européenne, de plus de 500 millions d'habitants, elles choisiraient vite.

En franchissant la ligne jaune, les indépendantistes ont aussi ouvert la porte aux anciens démons. Le spectre de Franco s'est engouffré dans le débat

Le troisième effet, c'est le mauvais signal donné à ceux qui veulent – ou voulaient – investir dans une région qui garde de précieux atouts (main-d'œuvre qualifiée, creuset de cultures différentes, qualité de la vie, loyers abordables, place de foires et de conférences etc.).

Dans cette optique, la fuite de ces fleurons indique aussi qu'un véritable état de panique a traversé les rangs de ces conseils d'administration. Mais il traduit surtout un ras-le-hol vis-à-vis de la classe politique dominante de la Catalogne. Un véritable basta !

En franchissant la ligne jaune, les indépendantistes ont aussi ouvert la porte aux anciens démons. Le spectre de Franco s'est engouffré dans le débat. D'autres plaies, que l'on croyait cicatrisées, se sont rouvertes.

Or, cette Catalogne chantée par George Orwell, qui nous a donné Antoni Gaudi, Saldador Dalí et Manuel Vazquez Montalban, mérite mille fois mieux que le précipice où risquent de la jeter Carles Puigdemont et ses soutiens, et Mariano Rajoy et ses troupes.

Depuis mille ans, cette terre d'inventions, ce laboratoire artistique et architectural unique est resté prospère car ses habitants ont su composer habilement avec leurs voisins. En 1992, Barcelone s'est ouverte sur la mer. Un quart de siècle plus tard, elle se ferme des portes. Pendant quatre décennies, la Catalogne a voulu contrôler une partie de ses richesses. Elle risque désormais de ne plus contrôler une richesse qui ressemble de plus en plus à un bas de laine troué. De se brûler les ailes. ■

Roland Rossier, Catalan par sa mère, est chef de la rubrique Economie au quotidien suisse *La Tribune de Genève*. Il a écrit cette chronique le jeudi 26 octobre en fin de matinée.